L'année méditerranéenne de l'eau

22 mars 1994 - 23 mars 1995

par Serge ANTOINE

Il y a des années mondiales, des années européennes, des années africaines où un thème est mis en lumière à l'attention des responsables et des populations.

L'année 1994 sera aussi et pour la première fois une "année méditerranéenne" : celle de l'eau douce, qui est un bien rare dans de nouveaux pays de la rive sud, mais aussi un bien menacé dans tous les pays par la sécheresse (en 1991 au Maroc, en 1992 en Espagne, en 1993 en Grèce) par la pollution dans les villes et dans les campagnes. L'eau va manquer dans cinq, bientôt sept et plus tard neuf pays riverains.

C'est pourquoi les représentants des Etats réunis à Antalya en Turquie le 15 octobre 1993 et les directeurs de l'Hydraulique réunis à Valencia en Espagne deux semaines plus tard ont fait leur idée d'une campagne sur l'eau en Méditerranée lancée simultanément dans les 20 pays riverains de cette région du monde. L'Union Européenne, partie contractante, comme eux, de la Convention de Barcelone, s'y associe naturellement.

Le jour "J" de lancement est le 22 mars 1994, décrété journée mondiale de l'eau à la CNUED - Rio de Janeiro en juin 1992.

De nombreux artisans ont concouru à lancer cette idée : les participants de la réunion de Nicosie (invités par la CEE en 1990), ceux de la réunion du METAP à Casablanca en avril 1993, le Bureau européen de l'environnement à Rome en 1993, les organisations non gouvernementales du sud du bassin. L'Institut Méditerranéen de l'Eau, qui regroupe les acteurs professionnels, institutionnels et les usagers de l'eau, en sera le pivot.

- 1 -
Les raisons pour le lancement d'une campagne sur l'eau en Méditerranée sont évidentes

1.1. La tension qui existe entre le patrimoine eau et la consommation est forte dans cette région du monde. En prospective, quelque neuf pays riverains consommeront, selon la Banque Mondiale, vers 2030, plus d'eau qu'ils n'en disposeront. L'eau est, pour certains pays, une limite au développement. Les travaux du Plan Bleu (L'Eau dans le Bassin Méditerranéen – *Situation et Prospective* – Ed. Economica) en font clairement état.

1.2. Certaines années, la sécheresse fait comprendre de plein fouet aux populations la gravité de la situation (Maroc : 1991, Espagne : 1992, Grèce : 1993). Là, il y a prise de conscience, mais, au-delà, l'insouciance serait-elle répandue en Méditerranée ?

• Les agriculteurs utilisent des méthodes d'irrigation qui, modifiées, pourraient économiser 30 % au moins de l'eau dans la région (or l'agriculture représente encore quelque 71 % de la consommation d'eau).

Il ne s'agit pas ici d'insouciance mais, bien souvent, d'une insuffisance de moyens pour passer à de nouvelles formes d'irrigation.

• Les consommations urbaines tendent à croître (et atteindront quelque 60 % de la consommation dans une génération où, par exemple, les habitudes de rejet en mer des eaux usées constituent des obstacles à une pédagogie de recyclage).

Quant aux habitants, ils tendent à faire croître leurs consommations. Enfin, le taux des pertes, selon les villes, varie de 10 à 50 %, voire même davantage.

• Les normes pour les installations touristiques nouvelles sont souvent excessives. Dans certains pays, on prévoit 400 litres d'eau par jour et par personne...

1.3. L'eau est une préoccupation mondiale à l'ordre du jour en 1994 :

• la décennie de l'eau est en cours ;

• l'eau a été retenue comme l'un des principaux thèmes mondiaux pour la Commission mondiale du développement durable et les travaux nationaux (décision prise à New York le 24 juin 1993) pour le calendrier 1993-1994.

- 2 -
Le champ géographique de la campagne méditerranéenne de l'eau couvrirait celui du Plan d'Action pour la Méditerranée fixé en 1993 à Antalya

Albanie	France	Maroc
Algérie	Grèce	Monaco
Bosnie-Herzégovine	Italie	Slovénie
Chypre	Israël	Syrie
Croatie	Liban	Tunisie
Egypte	Libye	Turquie
Espagne	Malte	

- 3 -
La structure porteuse de la campagne disposera d'un parrainage international fort

• Les parrainages suivants sont attendus : les Nations unies (Support Department and Management Services, Economic and Social Committee on NGO, la Commission pour le Développement durable), le PNUD, l'UNESCO, le Plan d'Action pour la Méditerranée et, notamment, le Plan Bleu, le METAP, le CEDARE (Center for the Environment and Development Arab Region and Europe), l'Union Européenne Occidentale...

• L'accord des Etats a déjà été donné à travers le Plan d'Action pour la Méditerranée (convention de Barcelone) et il reste à constituer la structure. Celle-ci est basée sur une participation essentiellement nationale ; l'année méditerranéenne de l'eou sera portée et promue de façon synchrone par 20 Etats et aidée par un groupe d'appui et d'animation autour de l'IME.

Sous l'autorité des ministres chargés de l'eau pourront s'organiser, comme ils l'entendent, des comités nationaux pour animer cette campagne dans les pays. Ces comités regrouperont les administrations centrales concernées, les institutions, les autorités locales, les professionnels de l'eau, les unions des consommateurs, les ONG concernées, et bien entendu les responsables de l'éducation.

Au plan de l'ensemble de la Méditerranée, le groupe d'appui et d'animation assurera la bonne communication entre les comités nationaux pour les actions communes afin d'assurer la synchronisation et de faciliter le travail.

Ce groupe d'appui pourrait réunir autour de l'Institut Méditerranéen de l'Eau :

• le PAM

• la Banque Mondiale METAP (Medwan et Medcités), MNA Bureau Régional (Middle East and North Africa), AGR (Agriculture and Natural Resources Department), EDI (Economic Development Institute) ;

• l'Union Européenne Occidentale ;

• la Banque Européenne d'Investissement ;

• le Bureau Européen de l'Environnement (Mediterranean Information Office) et, à travers lui, les associations européennes ;

• le Centre Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle (CMCA) ;

• la Société Internationale pour le Développement (SID)

• les associations des pays de la rive sud directement concernées, comme l'ENDA (Environnement Développement Tiers Monde - section Tunisie) ou l'Arab Office for Youth and the Environment.

- 4 -
Quels sont les outils ?

Au niveau national :

• La célébration du 22 mars, décrété journée mondiale de l'eau à la CNUEO - Rio de Janeiro juin 1992. Chaque pays participerait, à sa manière en fonction de ses possibilités et de sa problématique.

• Des journées "portes ouvertes" pour accueillir le public et les jeunes dans les réalisations exemplaires : stations d'épuration avec recyclage, appareils de mesure et de réduction de consommation, irrigation-modèle, réutilisations industrielles de l'eau. Un recensement serait fait par chaque Comité National et l'information bien distribuée aux collectivités locales, aux écoles, aux médias.

• Des campagnes par l'intermédiaire des principaux médias : la presse, la radio, la télévision, le cinéma. Il faudrait aussi envisager une campagne de spots télévisés et l'édition de cassettes vidéo à destination du public scolaire.

• Des opérations menées avec les écoles, par exemple sur toute une semaine à l'échelle locale, à partir des différents programmes : sciences naturelles, physique, histoire, géographie, chimie, instruction civique... Des chartes pourraient être signées entre les jeunes, les établissements scolaires et les municipalités, et une journée serait organisée au niveau national. Un projet pédagogique commun pourrait être établi, laissant bien entendu toute latitude à chaque comité pour

l'adopter et le développer suivant les conditions du pays.

• Des prix pourraient être donnés pour mettre en valeur et récompenser les opérations exemplaires d'économie d'eau avant et après compteur. Il pourrait s'agir d'opérations réalisées dans les deux ou trois dernières années ou de projets. Le Comité national en serait le jury.

• Un concours pourrait être lancé entre les écoles pour de meilleures actions de sensibilisation entreprises.

• Un festival de l'image (film, séries télévisées, spots, affiches, posters, logos...) pourrait être lancé et se tiendrait à la fin de l'année méditerranéenne de l'eau.

• Enfin, il est possible qu'à cette occasion les pouvoirs publics tiennent à modifier ou à renforcer les législations ou les règlementations existantes et, en tout cas, à publier des circulaires d'application ou à faire connaître leur stratégie pour la gestion des ressources en eau.

- 5 -
L'échelon méditerranéen

Le groupe d'appui méditerranéen de "l'Année de l'Eau en Méditerranée" assurera entre autres :

• La rédaction et la diffusion d'un aide-mémoire écrit sur l'eau et les économies d'eau dans la région. Ce document sera de lecture facile et pourra être traduit dans chacune des langues nationales. Il constituera la trame de la campagne et sera utile aux autorités décentralisées, aux médias, aux enseignants, etc.

A partir de ce texte pourraient être rédigés des dépliants et des résumés et ce qui a déjà été fait pourrait être valorisé.

• Un projet de logo qui pourrait être repris par chacun des comités nationaux.

• La conception et l'édition d'une affiche commune : elle sera connue à partir d'un concours lancé dans les écoles de la Méditerranée.

• Un document spécial "écoles" serait préparé, avec :
- un projet pédagogique ;
- des bibliographies ;
- des précisions sur l'accès aux matériels (audiovisuels, etc.) ;
- des informations sur les actions conjointes d'actions municipalités, écoles, groupes de jeunes, intitulées chartes des "eco-écoles".

• Des matériels audiovisuels, une cassette vidéo, des spots télévisés et des clips vidéo, la production d'une série documentaire sur l'eau en Méditerranée qui sera destinée à sensibiliser le grand public et en partie le public scolaire, la rediffusion, sous forme de manifestation spécifique, de programmes de télévision déjà réalisés sur ce thème (Espagne 1992-1993, Algérie 1981, Venezuela INOS 1976). Un concours pourrait être lancé, qui déboucherai sur le festival mentionné plus haut. On s'appuiera, pour la production et la diffusion, sur le réseau des télévisions régionales en Méditerranée (CMCA).

• L'organisation de manifestations-type : par exemple l'appel à des ballons montgolfières (celui de l'Institut International de l'Eau, celui de l'ENDA...).

• Un fichier des principaux correspondants pour cette campagne, en Méditerranée et hors Méditerranée serait constitué, afin que chacun puisse y avoir accès.

Un titre devra être trouvé qui puisse être adapté dans chaque langue et compris ; celui de l'eau rare veut bien dire ce qui est, mais il est mal compris et peu porteur.

On utilisera le matériel existant déjà dans les agences de l'ONU et dans d'autres organismes internationaux.

L'eau dans le bassin méditerranéen

Analyses et prospective du Plan Bleu

par Jean MARGAT

Entrepris dans le cadre du Plan d'action méditerranéen (PAM) lancé à Barcelone en 1975, le Plan Bleu est un exercice international de prospective explorant les compatibilités du développement et de la conservation de l'environnement dans l'espace méditerranéen, basé sur des scénarios jusqu'à l'horizon 2025. Au cœur des interactions entre le développement socio-économique et l'environnement, l'eau, à la fois ressource et milieu, constitue un enjeu primordial des scénarios et elle a été un sujet majeur des analyses et de l'exploration du futur. On résume très brièvement ici les principaux résultats de l'étude prospective du Plan Bleu, focalisés sur le bassin méditerranéen – c'est-à-dire l'ensemble des bassins fluviaux tributaire de la Méditerranée des pays riverains –, présentés dans le fascicule du Plan Bleu n° 6, "L'eau dans le bassin méditerranéen. Situation et prospective", publié en 1992.

1
Une ressource rare et fragile, inégalement répartie et partagée

A l'exception de quelques vallées de fleuves venus de régions plus humides, comme le Nil ou le Rhône, ou des zones plus arrosées de quelques pays du Nord (Italie, Ouest des Balkans, Turquie), le bassin méditerranéen est une des régions du monde où l'eau est relativement rare. A cause du climat à été sec, pendant la saison où les besoins en eau sont les plus forts, du relief et de la faible étendue des bassins fluviaux, ainsi que du régime très irrégulier des pluies et des cours d'eau.

Malgré des points communs, les ressources en eau sont très inégalement réparties dans le bassin méditerranéen. Non seulement entre le Nord et le Sud, dotés respectivement de 86 et 14 % des ressources en eau naturelles totales (600 km³/an en année moyenne), mais aussi entre l'Ouest et l'Est, suivant les variétés locales du climat. Elles sont donc inégalement partagées entre les pays (de 187 km³/an pour l'Italie à 0,7 km³/an pour la Libye et 0,025 pour Malte), dans leurs parties situées dans le bassin et toujours bon an mal an, et entre les hommes : de près de 29 000 m³/an par habitant en ex-Yougoslavie à 230 en Libye et 70 à Malte, par rapport aux populations de 1990. Les différences de croissance démographique pré-vues au XXIe siècle – faible ou nulle en Europe, forte au Proche-Orient et en Afrique – vont encore creuser l'écart et amoindrir les ressources par tête des pays déjà les moins pourvus.

En outre, les différences d'exploitabilité, par des aménagements possibles, ou de qualité des eaux accentuent ces disparités.

L'eau est aussi une ressource fragile, menacée par la dégradation des sols et l'artificialisation croissante des territoires – l'urbanisation intensive des zones littorales notamment – qui amplifient l'irrégularité de son régime, et par les pollutions d'origine urbaine, industrielle et agricole, comme en toutes régions du monde à population croissante.